

Mauvaise évaluation pour la France

Obsédé par la culture de l'évaluation, le ministre de l'Éducation nationale n'aura pas manqué de se pencher sur celle de la France, livrée par le dernier rapport de l'OCDE « Regards sur l'éducation 2018 ». Il brosse cette année encore un portrait peu flatteur d'un système éducatif français sous-investi par l'État qui consacre au primaire 15% de ressources en moins que dans les autres pays membres de l'OCDE. Derrière la sécheresse des tableaux et des graphiques, se dessine un système éducatif qui reste plus marqué qu'ailleurs par les inégalités sociales de destin scolaire.

Ce sous-investissement trouve des traductions dans les conditions concrètes de l'exercice du métier d'enseignant, avec par exemple un nombre d'élèves par classe plus important que dans les pays comparables, notamment en maternelle avec 23 élèves en moyenne, huit de plus qu'ailleurs. Autre particularité pointée par le rapport, la faiblesse des salaires des enseignantes et des enseignants des écoles, couplée à un temps de travail supérieur à leurs homologues de l'Union européenne.

Les experts de la rue de Grenelle, adeptes d'un « retour aux fondamentaux », n'auront également pas manqué de remarquer que ces mêmes fondamentaux occupent déjà près de 60% du temps d'enseignement dans les écoles françaises, loin devant les autres pays comparables et qui réussissent pourtant mieux aux évaluations internationales.

Toutes ces données montrent une nouvelle fois que pour faire réussir tous les élèves et mieux reconnaître les enseignants dans leur professionnalité, c'est bien un investissement sérieusement réévalué dans l'école qui s'impose. Cela passe par des créations de postes, de la formation initiale et continue pour les personnels, des salaires revalorisés et de la confiance à l'égard de celles et ceux qui font la classe au quotidien. C'est ce que le SNUipp-FSU portera, avec les enseignants, dans les discussions budgétaires qui vont s'ouvrir.